TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE

| N° 1404192 | RÉPUBLIQUE FRANÇAISE |
|---|---------------------------------------|
| M. Philippe B. | |
| | AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS |
| Mme Frédérique Permingeat Rapporteur | |
| | Le Tribunal administratif de Grenoble |
| Mme Anne Triolet Rapporteur public | (6 ^{ème} chambre) |
| Audience du 27 septembre 2016 Lecture du 17 octobre 2016 | |
| 36-09-01 | |
| C+ | |

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 8 juillet 2014 et un mémoire enregistré le 20 juillet 2016, M. Philippe B., représenté par Me Mladenova-Maurice, demande au Tribunal :

- 1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté n° 527/14 du 6 mars 2014 par lequel le maire de P. l'a suspendu de ses fonctions ;
- 2°) de mettre à la charge de la commune de P. la somme de 13 euros au titre des dépens de l'instance et 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

M. B. soutient:

- que la décision attaquée n'est pas motivée ;
- qu'elle a été prise en méconnaissance des droits de la défense ;
- qu'elle est entachée d'incompétence de son auteur ;
- qu'il n'a pas commis de faute grave ;
- que la décision attaquée méconnaît l'article 30 de la loi du 13 juillet 1983 ;
- qu'elle est entachée d'un détournement de pouvoir.

Par des mémoires enregistrés le 13 janvier 2015 et le 23 septembre 2016, la commune de P., représentée par la SELARL Itinéraires Droit Public, conclut au rejet de la requête et demande qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de M B. au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° 1404192

La commune de P. fait valoir:

- que la requête est irrecevable car tardive ;
- subsidiairement, que les moyens invoqués dans la requête ne sont pas fondés.

Vu:

- les autres pièces du dossier ;
- la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;
 - la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n° 84-13 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
 - le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus, au cours de l'audience publique du 27 septembre 2016 :

- le rapport de Mme Permingeat ;
- les conclusions de Mme Triolet;
- les observations de Me Dumoulin pour M. B.;
- et les observations de Me Armand pour la commune de P..
- 1. Considérant que M. B., ingénieur de recherche et de formation de deuxième classe du ministère chargé de l'enseignement supérieur, a été placé en détachement auprès de la commune de P., à compter de janvier 2010, pour y exercer les fonctions de directeur des services techniques ; que, par arrêté du 6 mars 2014, le maire de P. l'a suspendu de ses fonctions ; que, dans la présente instance, M. B. en demande l'annulation pour excès de pouvoir ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir opposée en défense ;

2. Considérant qu'aux termes de l'article 30 de la loi susvisée du 13 juillet 1983 : « En cas de faute grave commise par un fonctionnaire, qu'il s'agisse d'un manquement à ses obligations professionnelles (...), l'auteur de cette faute peut être suspendu par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire qui saisit, sans délai, le conseil de discipline. / (...) Sa situation doit être définitivement réglée dans le délai de quatre mois. Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision n'a été prise par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire, l'intéressé, sauf s'il est l'objet de poursuites pénales, est rétabli dans ses fonctions » ; qu'aux termes de l'article 19 de la même loi : « Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination » ; qu'une telle décision peut être légalement prise dès lors que l'administration est en mesure d'articuler à l'encontre de l'intéressé des griefs qui ont un caractère de vraisemblance suffisant et qui permettent de présumer que celui-ci a commis une faute grave ;

N° 1404192

3. Considérant, en premier lieu, que la suspension d'un fonctionnaire étant une mesure à caractère conservatoire et non une sanction disciplinaire, elle peut être légalement décidée sans que l'intéressé ait été mis à même de présenter au préalable sa défense et n'a pas à être motivée ; que, par suite, les moyens tirés des vices de procédure et de forme entachant la décision attaquée sont inopérants et doivent être écartés ;

- 4. Considérant, en deuxième lieu et d'une part, que les dispositions précitées relatives à la suspension provisoire des fonctionnaires territoriaux ont leur équivalent dans la loi n° 84-13 du 11 janvier 1984 et ont vocation à s'appliquer, dans les mêmes conditions, aux fonctionnaires de l'Etat, qu'ils soient en position normale d'activité ou en détachement au sein de la fonction publique territoriale; que, d'autre part, une telle mesure, qui revêt un caractère conservatoire, n'a de portée utile que prise à brefs délais à compter de la découverte de faits laissant présumer la commission d'une faute grave, ce qui implique que l'autorité du service d'affectation de l'agent soit investie de cette compétence ; que, dès lors, les articles 19 et 30 de la loi du 13 juillet 1983, s'ils se réfèrent à l'autorité de nomination, envisagent nécessairement l'hypothèse de suspension d'un agent relevant d'une position statutaire dans laquelle l'autorité de nomination est également investie du pouvoir disciplinaire ; qu'ils n'ont pas entendu faire obstacle à ce que l'autorité de la collectivité d'accueil la prononce lorsqu'est en cause un agent en détachement relevant d'une autorité de nomination extérieure ; que M. B., fonctionnaire d'Etat, étant placé en position de détachement auprès de la commune de P. à la date de la décision attaquée, le maire de cette commune était compétent pour le suspendre de ses fonctions ; que le moyen tiré de l'incompétence de l'auteur de cette décision n'est pas fondé et doit être écarté;
- 5. Considérant, en troisième lieu, que la procédure disciplinaire engagée par la commune de P. contre le directeur du service énergie et développement durable a mis en évidence une carence manifeste de M. B., alors directeur des services techniques de la commune, dans sa mission de contrôle de son subordonné; qu'à la date de la décision attaquée, la commune de P. était ainsi en mesure d'articuler à son encontre des griefs présentant un caractère de vraisemblance suffisant et laissant présumer la commission d'une faute grave au sens de l'article 30 de la loi du 13 juillet 1983; que le requérant n'est donc pas fondé à invoquer l'illégalité de la décision en litige, au motif que les conditions visées par cette disposition n'étaient pas remplies;
- 6. Considérant enfin, que le maire de P. n'étant pas investi du pouvoir disciplinaire à l'encontre de M. B., l'intéressé ne peut utilement lui faire grief de l'absence de poursuites disciplinaires ultérieures ni soutenir que la décision attaquée aurait ainsi eu pour seul but de le maintenir dans une position précaire ; que les moyens tirés de la méconnaissance de l'article 30 de la loi du 13 juillet 1983 et du détournement de pouvoir entachant la décision attaquée doivent donc être écartés ;
- 7. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les conclusions à fin d'annulation présentées par M. B. doivent être rejetées ;

<u>Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice</u> administrative :

8. Considérant que les conclusions de M. B., partie perdante, doivent être rejetées ; qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions présentées par la commune de P. ;

N° 1404192

DECIDE:

Article 1^{er}: La requête de M. B. est rejetée.

<u>Article 2</u>: Les conclusions présentées par la commune de P. au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3: Le présent jugement sera notifié à M. Philippe B. et à la commune de P..

Délibéré après l'audience du 27 septembre 2016, à laquelle siégeaient :

M. Arbarétaz, président, Mme Frapolli, premier conseiller, Mme Permingeat, premier conseiller.

Lu en audience publique le 17 octobre 2016.

Le rapporteur, Le président,

F. PERMINGEAT Ph. ARBARETAZ

La greffière,

B. ROBERT

La République mande et ordonne au préfet de l'Isère en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.